

JEAN-YVES OLLIVIER, PRÉSIDENT DE LA FONDATION BRAZZAVILLE

«L'Afrique peut jouer un rôle impactant dans la guerre en Ukraine»

Expert dans la médiation internationale et le mécénat, Jean-Yves Ollivier s'implique avec passion et conviction dans presque tous les combats en faveur du continent africain. Aux côtés de leaders panafricains convaincus et convaincants, il s'investit avec panache, depuis des années, pour la paix sociale, la stabilité et le développement de l'Afrique par et pour les Africains d'abord. À travers la fondation qu'il dirige, M. Ollivier n'hésite pas, à chaque fois que de besoin, de prendre position pour défendre les intérêts de l'Afrique au plus haut sommet.

Propos recueillis par
Ousmane Noël MBAYE

Quelle lecture faites-vous de la dernière visite du Président Macron en Afrique ?

Je ne peux donner une opinion sur la visite du Président Emmanuel Macron qu'à travers la perception que j'ai due ressentir des Africains à ce voyage. D'abord, le choix des pays visités (Cameroun, Bénin et Guinée-Bissau) est assez surprenant. Je ne pense pas que cela va changer le sentiment général des Africains qui se posent beaucoup de questions sur la position française dans le continent et sa relation, de façon générale, avec celui-ci. Il y a une incompréhension consistant à se demander pourquoi la France a-t-elle renoncé à sa relation privilégiée avec les pays africains francophones alors qu'en Afrique, la France est souvent perçue comme un intervenant dans les affaires intérieures de ces pays. Allez savoir.

Au Cameroun et en présence du Président Paul Biya, le Président Macron, évoquant la guerre en Ukraine, a dit qu'il sentait de l'hypocrisie de certains pays africains qui n'ont pas nommé la guerre que la Russie fait à l'Ukraine. Qu'en pensez-vous ?

Je ne vois aucune hypocrisie dans la position de l'Afrique sur cette guerre. Pour une majorité d'Africains, la guerre en Ukraine n'est pas une guerre d'idéologie. C'est une guerre qui oppose la Russie aux puissances occidentales. Et l'Afrique, évidemment, ne se sent pas concernée, elle-même ayant eu à subir de multiples interventions militaires des pays étrangers sur son sol. La ligne rouge pour les Africains, c'est la guerre en Libye et les dommages qu'elle a causés à l'ensemble du peuple africain. Des conséquences néfastes dans la gestion des pays afri-



cains dues à l'intervention de deux puissances étrangères dans le continent. Pourquoi, dans ce cas, les Africains doivent-ils approuver ou désapprouver l'intervention Russe en Ukraine ? Ils ne se sentent vraiment nullement concernés et à juste titre.

Sur les relations faites de courtoisie qu'il a avec certains Chefs d'État, notamment le Président Macky Sall, Président en exercice de l'Union africaine, traiter les Africains d'hypocrites, n'est-il pas de nature à encourager les mouvements anti-français sur le continent ?

Comme je le disais tantôt, bien évidemment, on ne peut pas demander à des amis une chose et son contraire, en n'offrant rien en retour pour l'entretien et le maintien des bonnes relations. Le monde entier ne peut que constater que le territoire africain n'appartient plus aux anciens colonisateurs qui ont plus ou moins toujours eu la préférence dans le domaine commercial. Cela ne peut être interprété comme une attitude hostile aux opérateurs occidentaux, mais doit être lu simplement comme une mise en compétition de l'Afrique allant au mieux offrant.

En sa qualité de Président en exercice de l'Union africaine, Macky Sall s'est rendu en Russie, on connaît la suite, avec la reprise de l'exportation du blé. Peut-on parler de succès diplomatique à l'actif du Président sénégalais ?

Il est certain que pour l'Afrique, la visite du Président Macky Sall a été un succès diplomatique indéniable et soutenu par tous. Si je comprends bien, le Président Macky Sall avait eu, au préalable, l'accord

de l'Union africaine pour faire ce voyage. Les résultats de cette visite sont là ; les premiers bateaux de céréales quittent l'Ukraine et je ne doute pas que les engrais russes vont suivre. Le rôle du Président Macky Sall et de l'Afrique ne s'arrête pas à ce voyage. Peut-être que l'Afrique va jouer un rôle neutre, mais impactant pour faire cesser cette guerre.

La vague d'adhésion de pays africains francophones au Commonwealth n'est-elle pas déjà un signe de désamour et/ou de désaccord avec la nouvelle politique africaine de la France ?

Encore une fois, l'Afrique ne veut pas être l'instrument de telle ou telle puissance. Elle souhaite montrer son indépendance et pourquoi pas travailler et collaborer dans le cadre d'institutions différentes de la Francophonie. Adhérer au Commonwealth n'est pas renoncer aux autres alliances.

En somme, comment voyez-vous les relations entre l'Afrique et la France en ces moments où la Russie, la Chine, la Turquie et les États-Unis arrivent sur le continent avec de grandes ambitions parfois jugées démesurées ?

Ces pays dont vous parlez ont certes de grandes ambitions en Afrique, mais ils ne pourront être durablement dans le continent que s'ils montrent un dynamisme et un respect vis-à-vis des pays africains. Ce qu'il faut comprendre désormais, c'est que l'Afrique ne sera plus derrière telle ou telle puissance, mais qu'elle aura une position neutre qui lui permettra de travailler et collaborer, dans un respect mutuel, avec les meilleurs partenaires, selon ses intérêts.

Kenya : William Ruto élu Président dans une ambiance chaotique...



AFP - William Ruto a été déclaré, lundi, vainqueur de l'élection présidentielle du 9 août face à Raila Odinga, selon des résultats annoncés par le président de la Commission électorale (Iebc), mais rejetés par la majorité des membres de cet organe indépendant. Wajula Chebukati a annoncé que le Vice-président sortant, Ruto, avait cumulé plus de 7,17 millions de votes, soit 50,49% des voix, contre 6,94 millions, soit 48,85% pour M. Odinga, figure historique de l'opposition soutenue, cette année, par le pouvoir, remportant l'une des élections les plus serrées de l'histoire du pays.

«Conformément à la loi, je (...) déclare, par la présente, que Ruto William Samoei a été dûment élu Président», a déclaré M. Chebukati, ajoutant, dans un contexte de pression extrême, avoir subi intimidations et harcèlement.

À 55 ans, William Ruto devient le cinquième Président du Kenya et le premier membre de l'ethnie kalenjin à être élu Chef d'État depuis 20 ans, succédant à deux Présidents de la communauté kikuyu, dont le sortant, Uhuru Kenyatta. L'ambitieux Vice-président avait épremént fait campagne ces dernières années, tandis qu'il était mis sur la touche par une alliance inattendue entre Kenyatta et Odinga, travaillant à polir sa réputation sulfureuse. Cet enfant d'une famille modeste de la vallée du Rift, devenu l'une des premières fortunes du pays, aime à rappeler son histoire de «self made man» parti de rien et s'est proclamé porte-parole des «débrouillards» du petit peuple face au pouvoir des dynasties politiques incarnées par Kenyatta et Odinga. Il a devancé de 233 211 voix M. Odinga au terme d'un scrutin globalement paisible, mais marqué par une participation en baisse, à environ 65% des 22,1 millions d'électeurs, suivi d'une interminable attente de six jours qui a mis à rude épreuve la patience des Kényans. Quelques minutes avant cette annonce, quatre des sept commissaires de l'Iebc ont tenu une conférence de presse dans un hôtel de la capitale pour dire qu'ils rejetaient ces résultats. « À cause du caractère opaque du processus (...) nous ne pouvons pas assumer la responsabilité des résultats qui vont être annoncés », a déclaré la vice-présidente de l'Iebc, Juliana Cherera, entourée de trois autres commissaires. Elle a appelé les Kényans au «calme». Des violences ont éclaté, lundi soir, dans certains quartiers populaires de Nairobi, dont Mathare et Kibera, deux bastions d'Odinga, dès l'annonce de la victoire de Ruto. À Kisumu, autre bastion d'Odinga, la Police a tiré des gaz lacrymogènes face à des manifestants.

Si le Kenya est considéré comme un îlot de stabilité et de croissance dans une région tourmentée, les résultats de toutes les présidentielles depuis 2002 y ont été contestés. Celle de 2017 avait même été annulée par la Cour suprême - une première en Afrique - saisie alors par M. Odinga. Certaines crises post-électorales ont plongé le pays dans la violence, comme en 2007-2008 où la contestation des résultats, déjà par M. Odinga, avait conduit à des affrontements intercommunautaires, faisant plus de 1100 morts et des centaines de milliers de déplacés.

...Raila Odinga, l'éternel vétéran et candidat malheureux à la présidentielle

AFP - Ancien prisonnier politique qui a incarné durant des décennies l'opposition au pouvoir, Raila Odinga vient d'essuyer une cinquième défaite, battu sur le fil par William Ruto dans une course à la présidentielle épremént disputée. Candidat malheureux en 1997, 2007, 2013 et 2017, «Baba» (papa en swahili), comme le surnomment ses partisans, reste donc aux portes de State House, le Palais présidentiel. Le candidat de 77 ans avait reçu pour cette élection, qui semblait son ultime chance, le soutien du Président sortant, Uhuru Kenyatta. Mais, sa pugnacité qui a été au cœur de l'histoire récente du Kenya n'aura pas suffi à arracher la victoire tant convoitée.

Engagé, dès le début des années 1980, contre le régime du parti unique, Raila Amolo Odinga a connu la détention arbitraire (près de huit ans, sans procès, entre 1982 et 1991), un bref exil en Norvège, avant d'entrer au Parlement lors des premières élections multipartites de 1992. C'est lors des scrutins présidentiels successifs que ce leader de la communauté Luo s'imposera comme un acteur politique incontournable, toujours candidat opposé au pouvoir. Son soutien à Mwai Kibaki, lors de la présidentielle de 2002, contribuera à mettre fin aux 24 ans de règne de l'autocrate Daniel arap Moi.

En 2007, sa contestation de la réélection de Kibaki - avec qui il s'est brouillé - plongera le pays dans de sanglantes violences ethniques, faisant plus de 1100 morts et des centaines de milliers de déplacés. La crise se résoudra par un accord de partage du pouvoir, M. Odinga héritant du poste de Premier ministre (2008-2013). Durant cette période, il est l'un des artisans de la Constitution de 2010, considérée comme l'une des plus progressistes du continent. En 2013 et 2017, il a pour adversaire Uhuru Kenyatta avec qui la rivalité est historique. Son père, Jaramogi Oginga Odinga, fut le grand perdant de la lutte pour le pouvoir après l'indépendance du Kenya, en 1963, au profit du premier Président, Jomo Kenyatta, père d'Uhuru. En 2017, Raila Odinga fait invalider le scrutin par la Cour suprême, une première en Afrique, à la fureur d'Uhuru Kenyatta, arrivé en tête. Ce dernier sera réélu, quelques semaines plus tard, lors d'un nouveau vote boycotté par M. Odinga. Contestant la légitimité du Chef de l'État, «Rao» se fera symboliquement investir «président du peuple».

Mais, pour l'élection de 2022, il n'apparaissait plus comme un challenger du pouvoir aux yeux de beaucoup de Kényans. Son image d'éternel opposant a été écornée par son rapprochement avec Uhuru Kenyatta depuis quatre ans.